

## **Table des matières**

Remerciements.....	7
Table des matières.....	IX
Table des abréviations.....	XXIII
Table des locutions latines.....	XXVI
INTRODUCTION .....	1
PREMIÈRE PARTIE : ÉVOLUTION HISTORIQUE PRÉALABLE À LA CRÉATION DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE ET ORIGINES DU PRINCIPE DE COMPLÉMENTARITÉ.....	3
INTRODUCTION .....	3
CHAPITRE I : DE L'ANTIQUITÉ À L'ENTRE-DEUX- GUERRES .....	4
Section 1 : L'Antiquité.....	4
Section 2 : Le Moyen Âge .....	4
Section 3 : Le XIX <sup>e</sup> siècle .....	5
Section 4 : La première guerre mondiale et le génocide arménien .....	6
§ 1. Introduction.....	6
§ 2. La première guerre mondiale .....	6
§ 3. Le génocide arménien .....	9
§ 4. Synthèse .....	11
Section 5 : L'entre-deux-guerres.....	11
CHAPITRE II : DE NUREMBERG AUX TRIBUNAUX PÉNAUX INTERNATIONAUX.....	13

Section 1 : La deuxième guerre mondiale.....	13
Section 2 : Les initiatives onusiennes de l'après-guerre .....	17
§ 1. Les projets de 1951 et 1953 .....	17
§ 2. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide .....	21
§ 3. L'inertie résultant de la guerre froide.....	22
Section 3 : La fin de la guerre froide : changement d'époque ....	23
§ 1. La proposition de la République de la Trinité-et-Tobago et la CDI.....	23
§ 2. Le projet de statut de la CDI de 1994 .....	26
§ 3. Le Comité <i>ad hoc</i> et son rapport de 1995 .....	27
§ 4. Le Comité préparatoire et ses rapports de 1996 à 1998 ...	29
Section 4 : Les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex- Yugoslavie et le Rwanda .....	31
§ 1. Introduction.....	31
§ 2. La création des TPI .....	32
§ 3. Les relations entre les TPI et les juridictions nationales ..	34
A. Introduction .....	34
B. Les compétences concurrentes .....	35
1. Les compétences concurrentes en théorie .....	35
2. Les compétences concurrentes en pratique .....	36
C. La primauté des TPI .....	37
1. La primauté des TPI en théorie .....	37
2. La primauté des TPI en pratique .....	40
§ 4. Synthèse .....	42
CHAPITRE III : DE LA CONFÉRENCE DE ROME À LA MISE EN ŒUVRE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE .....	44
Section 1 : La préparation .....	44

Section 2 : La Conférence.....	46
§ 1. L'ouverture de la Conférence et les participants.....	46
§ 2. Les négociations.....	48
§ 3. L'entrée en vigueur du Statut.....	51
§ 4. L'entrée en fonction de la Cour pénale internationale .....	52
CONCLUSION SUR LA PREMIÈRE PARTIE .....	55
DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE DES DISPOSITIONS DU STATUT RELATIVES AU PRINCIPE DE COMPLÉMENTARITÉ.....	57
INTRODUCTION .....	57
CHAPITRE I : LE DIXIÈME PARAGRAPHE DU PRÉAMBULE .....	58
Section 1 : L'évolution du dixième paragraphe du préambule ...	58
§ 1. Le projet de statut de la CDI de 1994 .....	58
§ 2. Le rapport du Comité <i>ad hoc</i> de 1995.....	60
§ 3. Les rapports du Comité préparatoire de 1996 à 1998 .....	61
§ 4. La Conférence de Rome.....	64
Section 2 : L'analyse du dixième paragraphe du préambule .....	66
CHAPITRE II : L'ARTICLE PREMIER .....	68
Section 1 : L'évolution de l'article premier .....	68
Section 2 : L'analyse de l'article premier .....	70
CHAPITRE III : L'ARTICLE 17 .....	70
Section 1 : Introduction.....	70
Section 2 : L'évolution de l'article 17 .....	71
§ 1. Le projet de statut de la CDI de 1994 .....	71
§ 2. Le rapport du Comité <i>ad hoc</i> de 1995.....	73
A. L'importance du principe de complémentarité .....	74

B. Les incidences du principe de complémentarité sur la liste de crimes qui relèveraient de la compétence d'une cour criminelle internationale .....	75
C. Le rôle de la compétence nationale .....	76
1. La nature des dérogations à l'exercice de la compétence nationale.....	76
2. L'autorité compétente pour statuer sur les dérogations à l'exercice de la compétence nationale.....	78
3. Le moment où les dérogations doivent être décidées..	79
§ 3. Les rapports du Comité préparatoire.....	79
A. Le rapport du Comité préparatoire de 1996 .....	79
B. Les rapports du Comité préparatoire de 1997 et 1998 ...	81
1. La session du Comité préparatoire du 11 au 21 février 1997.....	81
2. La session du Comité préparatoire du 4 au 15 août 1997 .....	81
3. La session du Comité préparatoire du 1 <sup>er</sup> au 12 décembre 1997 .....	87
4. La réunion intersessions du Comité préparatoire du 19 au 30 janvier 1998 à Zutphen (Pays-Bas) .....	87
5. La session du Comité préparatoire du 16 mars au 3 avril 1998 .....	88
§ 4. La Conférence de Rome.....	91
Section 3 : L'analyse des questions relatives à la recevabilité (article 17).....	93
§ 1. Introduction.....	93
§ 2. Les cas d'irrecevabilité (article 17, paragraphe 1) .....	94
A. Introduction.....	94
B. L'autorité compétente .....	95
C. Les critères d'irrecevabilité .....	97

1. L'affaire fait ou a fait l'objet d'une enquête ou de poursuites (article 17, paragraphe 1, alinéas a) et b)) .....	97
a) Généralités .....	97
b) L'expression « Etat ayant compétence en l'espèce » .....	97
c) Le fait de « mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites » .....	99
2. Le principe <i>ne bis in idem</i> (article 17, paragraphe 1, alinéa c)).....	101
a) Généralités .....	101
b) Les exceptions au principe <i>ne bis in idem</i> (article 20, paragraphe 3).....	105
c) La soustraction de la personne concernée à sa responsabilité pénale (article 20, paragraphe 3, alinéa a)).....	107
d) L'indépendance et l'impartialité de la procédure, les garanties d'un procès équitable et l'intention de traduire en justice l'intéressé (article 20, paragraphe 3, alinéa b)).....	107
e) Synthèse de l'article 17, paragraphe 1, alinéa c)...	108
3. La gravité suffisante (article 17, paragraphe 1, alinéa d)).....	108
§ 3. La détermination du manque de volonté (article 17, paragraphe 2) .....	111
A. Introduction .....	111
B. Les garanties d'un procès équitable reconnues par le droit international .....	113
C. Les critères du manque de volonté .....	116
1. Généralités .....	116
2. Le dessein de soustraire (article 17, paragraphe 2, alinéa a)).....	118

3. Le retard injustifié et incompatible avec l'intention de traduire en justice la personne concernée (article 17, paragraphe 2, alinéa b)).....	121
4. Le manque d'indépendance et d'impartialité dans la manière de mener la procédure (article 17, paragraphe 2, alinéa c)).....	124
D. Synthèse de l'article 17, paragraphe 2 .....	128
§ 4. La détermination de l'incapacité (article 17, paragraphe 3) .....	129
A. Introduction.....	129
B. Les critères de l'incapacité.....	129
1. Introduction.....	129
2. L'effondrement de la totalité ou d'une partie substantielle de l'appareil judiciaire d'un Etat.....	131
3. L'indisponibilité de l'appareil judiciaire d'un Etat...	133
4. La saisie de l'accusé, la réunion des éléments de preuve et des témoignages nécessaires ou le fait de mener autrement à bien la procédure .....	136
C. Synthèse de l'article 17, paragraphe 3.....	137
Section 5 : Analyse <i>a contrario</i> de l'article 17 (sous l'angle de la recevabilité et non de l'irrecevabilité) .....	137
§ 1. Introduction.....	137
§ 2. Examen de quatre situations recevables.....	138
A. L'inaction .....	138
B. La renonciation de l'Etat d'exercer sa compétence.....	139
1. La notion de renonciation .....	140
2. Violation du devoir de poursuivre ?.....	140
3. Les motifs de la renonciation .....	141
4. Les risques liés à la renonciation et les solutions possibles.....	143

5. La renonciation du point de vue de l'accusé.....	145
6. La portée de la renonciation.....	146
7. Le retrait de la renonciation .....	147
8. Synthèse .....	148
C. Législation nationale trop restrictive .....	149
D. L'amnistie .....	150
Section 6 : Synthèse de l'article 17.....	150
CHAPITRE IV : L'ARTICLE 18 .....	151
Section 1 : Introduction.....	151
Section 2 : L'évolution de l'article 18 .....	151
Section 3 : L'analyse du mécanisme de la décision préliminaire sur la recevabilité (article 18).....	155
§ 1. Introduction.....	155
§ 2. La notification (article 18, paragraphe 1).....	157
A. Introduction .....	157
B. Le champ d'application .....	158
C. Les destinataires de la notification .....	158
D. Affaire ou situation ?.....	160
E. La marge de manœuvre du Procureur.....	163
§ 3. Information de l'Etat relative à une enquête au niveau national (article 18, paragraphe 2) .....	164
§ 4. Le réexamen (article 18, paragraphe 3).....	167
§ 5. L'appel (article 18, paragraphe 4).....	168
§ 6. Le compte rendu au Procureur (article 18, paragraphe 5) .....	168
§ 7. Les mesures d'enquête exceptionnelles (article 18, paragraphe 6) .....	169

§ 8. La possibilité de contestation fondée sur l'article 19 (article 18, paragraphe 7) .....	170
Section 3 : Un exemple concret de notification .....	171
Section 4 : Synthèse de l'article 18 .....	173
CHAPITRE V : L'ARTICLE 19 .....	173
Section 1 : Introduction.....	173
Section 2 : L'évolution de l'article 19 .....	174
§ 1. Le projet de statut de la CDI de 1994 .....	174
§ 2. Le rapport du Comité <i>ad hoc</i> de 1995.....	175
§ 3. Les rapports du Comité préparatoire.....	176
A. Le rapport du Comité préparatoire de 1996 .....	176
B. Les rapports du Comité préparatoire de 1997 .....	176
1. Les sessions du Comité préparatoire du 11 au 21 février 1997 et du 4 au 15 août 1997 .....	176
2. La session du Comité préparatoire du 1 <sup>er</sup> au 12 décembre 1997 .....	176
3. La réunion intersessions du Comité préparatoire du 19 au 30 janvier 1998 à Zutphen (Pays-Bas) .....	179
4. La session du Comité préparatoire du 16 mars au 3 avril 1998 .....	179
§ 4. La Conférence de Rome.....	179
Section 3 : L'analyse de la contestation de la compétence de la Cour ou de la recevabilité d'une affaire (article 19) .....	180
§ 1. Introduction.....	180
§ 2. Compétence et recevabilité (article 19, paragraphe 1)...	182
§ 3. La contestation (article 19, paragraphe 2).....	183
§ 4. Le droit de demander à la Cour de se prononcer et de soumettre des observations (article 19, paragraphe 3).....	184

§ 5. Le nombre de contestations et le moment auquel elles doivent être soulevées (article 19, paragraphe 4).....	186
§ 6. Exception soulevée le plus tôt possible (article 19, paragraphe 5) .....	187
§ 7. Avant/après la confirmation des charges (article 19, paragraphe 6) .....	188
§ 8. La suspension de l'enquête (article 19, paragraphe 7)...	189
§ 9. Les mesures exceptionnelles (article 19, paragraphe 8).	191
§ 10. La validité de l'action du Procureur (article 19, paragraphe 9) .....	193
§ 11. Le réexamen (article 19, paragraphe 10).....	194
§ 12. Le compte rendu ensuite du défèrement (article 19, paragraphe 11) .....	195
Section 4 : Synthèse de l'article 19.....	196
CONCLUSION SUR LA DEUXIÈME PARTIE.....	197
TROISIÈME PARTIE : LE CAS PARTICULIER DES AMNISTIES	199
INTRODUCTION .....	199
CHAPITRE I: LES POURSUITES PÉNALES ET LES AMNISTIES .....	201
Section 1 : Introduction.....	201
Section 2 : Les avantages des poursuites pénales .....	202
Section 3 : Les inconvénients des poursuites pénales .....	203
Section 4 : Entre poursuites pénales et amnisties .....	205
§ 1. Introduction.....	205
§ 2. Les relations entre poursuites pénales et amnisties.....	206
Section 5 : Synthèse .....	209
CHAPITRE II: HISTORIQUE DES AMNISTIES ET ÉVOLUTION DE LEUR PERCEPTION.....	210
CHAPITRE III : LA NOTION D'AMNISTIE .....	215

Section 1 : La définition de l'amnistie .....	215
§ 1. La notion d'amnistie .....	215
§ 2. Les caractéristiques de l'amnistie .....	216
Section 2 : Distinction entre les notions d'amnistie, de grâce et d'impunité .....	216
§ 1. La notion de grâce .....	217
A. La définition de la grâce .....	217
B. Les critères de distinction .....	217
§ 2. La notion d'impunité .....	218
A. La définition de l'impunité .....	218
B. Les critères de distinction .....	219
Section 3 : Les différents types d'amnisties .....	219
§ 1. Introduction .....	219
§ 2. Les amnisties amnésiques .....	220
§ 3. Les amnisties conditionnelles .....	223
§ 4. Synthèse .....	226
<b>CHAPITRE IV : LE STATUT DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE SOUS L'ANGLE DE L'AMNISTIE .....</b>	<b>226</b>
Section 1 : Introduction .....	226
Section 2 : La phase préparatoire du Statut .....	227
Section 3 : Le Statut .....	230
§ 1. Introduction .....	230
§ 2. Le préambule .....	232
§ 3. L'article 16 du Statut (sursis à enquêter ou à poursuivre) .....	233
A. Introduction .....	233
B. Aperçu historique de l'article 16 .....	234

C. L'analyse de l'article 16 sous l'angle des amnisties ....	238
1. Introduction.....	238
2. Les conditions .....	238
3. Les relations entre la Cour et le Conseil de sécurité .	239
4. Synthèse de l'article 16 sous l'angle de l'amnistie ...	241
§ 4. L'article 17 du Statut (questions relatives à la recevabilité) .....	241
A. Introduction.....	241
B. Les conditions de l'article 17, paragraphe 1, alinéa b).	242
1. L'existence d'une enquête .....	242
2. La décision de ne pas poursuivre .....	246
3. Le manque de volonté ou l'incapacité de mener véritablement à bien les poursuites .....	247
C. Synthèse de l'article 17 sous l'angle de l'amnistie .....	247
§ 5. L'article 20 du Statut (principe <i>ne bis in idem</i> ).....	248
A. Introduction.....	248
B. Aperçu historique de l'article 20 .....	248
C. L'analyse de l'article 20 sous l'angle de l'amnistie .....	249
D. L'article 20 sous l'angle de la grâce.....	250
1. Aperçu historique de la grâce.....	250
2. L'analyse de l'article 20 sous l'angle de la grâce .....	251
§ 6. L'article 53 du Statut (ouverture d'une enquête) .....	254
A. Introduction.....	254
B. Le libellé de l'article 53.....	255
1. Les critères d'ouverture d'une enquête (article 53, paragraphe 1) .....	256
2. L'engagement des poursuites (article 53, paragraphe 2) .....	257

3. Le contrôle de la Chambre préliminaire (article 53, paragraphe 3) .....	258
4. Le réexamen (article 53, paragraphe 4).....	260
C. L'analyse de l'article 53 sous l'angle de l'amnistie .....	260
1. Généralités .....	260
2. La notion des « intérêts de la justice » .....	262
a) Introduction.....	262
b) La gravité du crime et les intérêts des victimes (article 53, paragraphe 1, alinéa c)).....	262
c) L'âge ou le handicap de l'auteur présumé et son rôle dans le crime allégué (article 53, paragraphe 2, alinéa c)) .....	264
d) L'étendue de la notion de « justice » .....	266
D. Synthèse de l'article 53 sous l'angle de l'amnistie .....	268
§ 7. Synthèse du Statut de la Cour pénale internationale sous l'angle de l'amnistie.....	269
CHAPITRE V : LES CRITÈRES D'ACCEPTABILITÉ .....	271
Section 1 : Introduction.....	271
Section 2 : L'objet de l'amnistie .....	272
Section 3 : Les bénéficiaires de l'amnistie.....	275
Section 4 : Les types d'amnistie .....	278
§ 1. Introduction.....	278
§ 2. Les amnisties amnésiques .....	278
A. En général .....	278
B. Les amnisties autoproclamées .....	278
C. Les amnisties globales, inconditionnelles .....	279
D. L'exemple chilien.....	280
E. Conclusion .....	280

§ 3. Les amnisties conditionnelles .....	280
Section 5 : L'existence d'un processus de vérité et de réconciliation.....	281
§ 1. Introduction.....	281
§ 2. Aperçu historique.....	282
§ 3. La définition.....	283
§ 4. Les critères .....	284
A. Introduction.....	284
B. La mise en œuvre .....	284
C. Les objectifs .....	285
1. Les quatre buts .....	285
2. La façon d'atteindre les quatre buts .....	287
D. Les conditions de travail .....	287
§ 5. Synthèse .....	289
Section 6 : L'existence de réparations pour les victimes .....	289
§ 1. Introduction.....	289
§ 2. Les divers types de réparations .....	290
A. Les réparations en argent ou en nature.....	290
B. Les réparations individuelles ou collectives.....	291
§ 3. L'exemple sud-africain .....	291
§ 4. Synthèse .....	292
CONCLUSION SUR LA TROISIÈME PARTIE.....	293
CONCLUSION FINALE.....	295
BIBLIOGRAPHIE.....	299
ANNEXE .....	325
LES DISPOSITIONS CLÉS DU STATUT DE ROME EN RELATION AVEC LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE	

COMPLÉMENTARITÉ ET LE CAS PARTICULIER DES  
AMNISTIES .....325

1. Le dixième paragraphe du préambule du Statut.....325
2. L'article 13 du Statut (Exercice de la compétence) .....325
3. L'article 16 du Statut (Sursis à enquêter ou à poursuivre)325
4. L'article 17 du Statut (Questions relatives à la recevabilité)  
.....326
5. L'article 18 du Statut (Décision préliminaire sur la  
recevabilité).....327
6. L'article 19 du Statut (Contestation de la compétence de la  
Cour ou de la recevabilité d'une affaire).....328
7. L'article 20 du Statut (*Ne bis in idem*).....330
8. L'article 53 du Statut (Ouverture d'une enquête) .....331